



## Conseil économique et social

Distr. limitée  
22 avril 2013  
Français  
Original : anglais

**Pour suite à donner**

### Fonds des Nations Unies pour l'enfance

Conseil d'administration

Session annuelle de 2013

18-21 juin 2013

Point 3 de l'ordre du jour provisoire\*\*

### **Rapport annuel du Directeur général de l'UNICEF : progrès et réalisations en regard du plan stratégique à moyen terme**

### **Rapport thématique de synthèse sur l'évaluation de l'action humanitaire**

#### *Résumé*

Le présent rapport couvre l'année 2012, la septième année du plan stratégique à moyen terme de l'UNICEF pour la période 2006-2013. Il a été établi conjointement avec le rapport annuel du Directeur général du Fonds des Nations Unies pour l'enfance au Conseil économique et social (E/ICEF/2013/3).

Un projet de décision figure au chapitre V.

\* Deuxième tirage pour raisons techniques (17 juin 2013).

\*\* E/ICEF/2013/10.



## Aperçu général

1. Pour les enfants du monde, l'année 2012 a été marquée par des progrès importants, tempérés par des activités inachevées. Des millions d'enfants en plus survivent en bonne santé grâce aux interventions d'urgence, à la fourniture de vaccins salvateurs, d'alimentation et de soins de santé, à de meilleures possibilités en termes d'éducation et à une protection et une promotion meilleures des droits de l'enfant, reconnus et appliqués par la loi.

2. Le taux mondial de mortalité des enfants de moins de 5 ans continue de diminuer constamment, reculant de 41 % par rapport aux niveaux de 1990. Néanmoins, le nombre de décès d'enfants de moins de 5 ans était de 6,9 millions en 2011. Le nombre d'enfants non scolarisés en âge de fréquenter l'école primaire n'atteint plus que 61 millions, un plus bas historique. De même, une combinaison d'interventions d'urgence et du recours accru à l'allaitement maternel a contribué à une baisse de 36 % du nombre d'enfants de moins de 5 ans présentant une insuffisance pondérale, qui a régressé de 159 millions en 1990 à 101 millions en 2011. L'enregistrement des naissances, un outil essentiel dans la protection des enfants, est en augmentation, avec plus de 29 millions de naissances enregistrées dans plus de 80 pays. Par ailleurs, la réalisation de l'objectif du Millénaire pour le développement consistant à réduire de moitié la proportion de la population privée d'accès à l'eau potable, prouve que l'engagement et le partenariat entre les gouvernements et les secteurs public et privé peut déboucher sur des résultats tangibles<sup>1</sup>.

3. Pourtant, les réussites que montrent les moyennes statistiques masquent le travail qui reste à faire. Les enfants qui vivent dans des environnements fragiles marqués par des conflits ou dans des pays à revenu intermédiaire sans politique pour les pauvres restent confrontés à un risque élevé d'exclusion sociale et risquent de rester à la traîne. Il en va de même pour les enfants victimes de discrimination persistante, notamment les filles, les enfants qui vivent dans des zones urbaines pauvres ou dans des zones reculées, les enfants handicapés et les enfants de groupes ethniques ou autres groupes minoritaires.

4. En 2012, l'UNICEF a continué de se concentrer sur le développement et l'intégration du Système de suivi des résultats pour l'équité (MoRES) dans toute l'organisation. Ce système, qui offre le suivi en temps réel des obstacles et des goulets d'étranglement, contribue actuellement à améliorer les résultats pour les communautés les plus défavorisées.

5. La prise en compte de la problématique hommes-femmes est restée un aspect central de la programmation de l'UNICEF en 2012. Des directives techniques et des outils pour intégrer la dimension de genre plus pleinement dans les programmes ont été élaborés et diffusés aux bureaux de pays.

6. Les enfants handicapés, qui sont trop souvent privés de soins de santé, d'éducation et d'alimentation, ont été un autre domaine central en 2012. En septembre, l'UNICEF a accueilli le premier Forum du Partenariat mondial pour les enfants handicapés. Le forum a donné aux praticiens et aux décideurs l'occasion d'entendre en direct des témoignages d'enfants qui souffrent de handicaps et d'identifier des stratégies concrètes en vue d'inclure les préoccupations de ces enfants dans les discussions relatives à l'agenda du développement après 2015.

---

<sup>1</sup> Ces chiffres correspondent aux dernières données disponibles.

7. Mettre fin aux décès évitables d'enfants est une priorité urgente pour l'UNICEF. Sous l'égide de « L'engagement en faveur de la survie de l'enfant, une promesse renouvelée », les gouvernements des États-Unis, de l'Éthiopie et de l'Inde se sont joints à l'UNICEF en vue de réunir un vaste consortium de personnes, d'organisations et de gouvernements déterminés à accélérer la fin de ces décès. Ce mouvement mondial est voué à l'offre d'assistance technique aux pays dans leur élaboration de plans pour financer et mettre en œuvre des programmes à l'appui de la survie des enfants. À la fin de 2012, des représentants de 168 gouvernements, 209 partenaires de la société civile et 220 organisations confessionnelles se sont engagés à prendre des mesures pour mettre fin aux décès évitables d'enfants.

8. Des mouvements comme ceux-ci démontrent aussi l'importance de partenariats et d'une coopération larges, y compris de la coopération Sud-Sud et de la coopération triangulaire. En 2012, pas moins de 80 bureaux de pays de l'UNICEF ont signalé l'existence de programmes et d'activités locaux et régionaux d'apprentissage qui mettent l'accent sur l'échange d'informations et de savoir-faire.

9. L'UNICEF continue de coopérer avec des gouvernements, des organismes-frères des Nations Unies et des partenaires de la société civile pour répondre au nombre croissant de catastrophes naturelles et de crises humanitaires complexes. En 2012, le personnel de secours de l'UNICEF a assuré des déploiements d'urgence à 481 reprises, dans les deux tiers des cas pour répondre à des urgences graves au Sahel et en République arabe syrienne. Il a œuvré à l'élaboration de systèmes plus souples pour prodiguer aux enfants les soins nécessaires.

10. L'UNICEF continue de s'efforcer d'améliorer ses opérations. En réponse au mandat de l'Assemblée générale concernant la mise en œuvre des normes comptables internationales pour le secteur public (normes IPSAS) et afin d'améliorer l'efficacité, l'UNICEF a lancé le système virtuel intégré d'information (système VISION), qui a permis une planification et des rapports uniformisés fondés sur les résultats dans tous les domaines programmatiques et a amélioré la transparence et la responsabilisation.

11. En avril, l'UNICEF s'est joint à l'Initiative internationale pour la transparence de l'aide et a adopté un plan de mise en œuvre. Tous les audits internes, toutes les évaluations et tous les rapports annuels de l'UNICEF sur les programmes sont à présent accessibles au public, et les informations financières sont plus largement échangées.

12. L'UNICEF a contribué de manière constructive au processus de l'examen quadriennal complet des activités opérationnelles des organismes des Nations Unies au service du développement et à la conception de procédures opérationnelles permanentes dans le cadre de l'initiative « Unité d'action ». L'UNICEF continuera de participer activement à leur application.

13. L'accent mis sur les innovations et les partenariats a facilité l'accomplissement de progrès dans des domaines clefs. Les technologies de pointe utilisant les téléphones cellulaires ont permis la fourniture en temps réel d'informations critiques pour améliorer la santé et le bien-être des enfants.

## **I. Résumé de chaque domaine d'action du Plan stratégique à moyen terme**

### **A. Domaine d'action n° 1 – Survie et développement des enfants en bas âge**

14. Les stratégies et les interventions actuelles portent leurs fruits, s'agissant d'améliorer les taux de survie des enfants. Elles doivent toutefois être maintenues, développées et ajustées pour réduire encore l'écart entre les taux de survie des enfants des zones rurales et ceux des enfants des zones urbaines, entre les quintiles de fortune, entre les enfants de mères plus instruites et moins instruites et entre les enfants confrontés à d'autres types de marginalisation ou de discrimination.

15. En tant que membre de GAVI Alliance, l'UNICEF continue de défendre et d'appuyer l'actualisation des politiques nationales de vaccination, le développement des capacités et la modernisation des chaînes du froid. Un des résultats a été l'adoption de la vaccination contre la pneumonie (vaccin antipneumococcique) au Ghana et au Zimbabwe en 2012. Les programmes communautaires intégrés de gestion des cas ont été élargis en Éthiopie, au Liberia, au Malawi et dans d'autres pays, en insistant sur le ciblage géographique pour s'attaquer aux zones à taux élevé de mortalité. L'UNICEF a intensifié les efforts qu'il déploie pour réduire la mortalité et la morbidité infantile d'origine diarrhéique. Un des résultats de ces efforts a été le lancement, par l'intermédiaire de GAVI, du vaccin contre le rota virus pour les cas de diarrhée aigüe dans sept pays.

16. En 2012, en coopération avec un large éventail de partenaires, l'UNICEF a apporté son soutien à la vaccination de plus de 100 millions d'enfants contre la rougeole. L'UNICEF a aussi pris l'initiative, s'agissant de procurer à 10 millions de femmes en âge de procréer des vaccins contre le tétanos dans les régions les plus mal desservies des pays à haut risque. Six pays de plus ont validé l'éradication du tétanos maternel et néonatal.

17. Dans 32 pays, l'UNICEF a fourni des suppléments de vitamine A, des comprimés de vermifuge et des moustiquaires imprégnés d'insecticide à quelque 55 millions d'enfants dans le cadre de campagnes de vaccination contre la rougeole. Les campagnes de rattrapage et de lutte contre les épidémies de malaria soutenues par l'UNICEF ont atteint des dizaines de millions d'enfants en 2012, dont 3,5 millions au Cameroun, 3 millions à Haïti, 8 millions au Yémen et 6 millions en Ouganda et en Zambie.

18. L'identification et la vaccination des enfants les plus marginalisés se sont avérées être une stratégie vitale dans la campagne mondiale pour l'éradication de la poliomyélite. Le nombre d'enfants paralysés en 2012 a diminué de plus de 60 % par rapport à 2011. Moins de 250 cas ont été signalés dans le monde et la poliomyélite n'est plus endémique que dans trois pays : l'Afghanistan, le Nigéria et le Pakistan. L'UNICEF reste le chef de file en ce qui concerne l'achat et la gestion des vaccins et les tâches de communication pour l'Initiative mondiale pour l'éradication de la poliomyélite. La faible couverture vaccinale et les contraintes de sécurité restent des défis dans l'ensemble des trois pays endémiques.

**En 2012, L'UNICEF a contribué à l'obtention des résultats suivants :**

- L'UNICEF soutient la prise en charge par les collectivités de la malnutrition aiguë sévère dans plus de 65 pays, assurant à plus de 1,9 million d'enfants de 6 à 59 mois un traitement assurant la survie;
- Le programme de supplémentation en vitamine A pour les enfants de 6 à 59 mois atteint en moyenne une couverture soutenue de 75 %;
- Dans 69 pays, 76 % au moins des ménages utilisent du sel iodé, et 75 pays imposent l'enrichissement des farines;
- Les programmes de micronutriments en poudre bénéficient désormais à 12 millions d'enfants de 6 à 59 mois dans plus de 30 pays;
- L'accès au traitement de la malnutrition aiguë sévère a augmenté de 89 % entre 2009 et 2011, année où quelque 20 millions d'enfants avaient accès au traitement dans 61 pays.

19. L'UNICEF s'est joint au Fonds des Nations Unies pour la population pour créer la Commission des Nations Unies sur les produits d'importance vitale pour les femmes et les enfants, dans le cadre du mouvement « Toutes les femmes, tous les enfants », du Secrétaire général. L'UNICEF abrite le secrétariat de la commission, qui a contribué à identifier un certain nombre d'interventions peu coûteuses et percutantes dans le domaine de la santé.

20. Au Bangladesh, au Burundi, en Mongolie, au Togo et dans d'autres pays, des études et des analyses des goulets d'étranglement dans les services de soins obstétricaux ont été utilisées pour faire mieux connaître les problèmes de mortalité maternelle et pointer les domaines spécifiques à réformer. Le soutien de l'UNICEF à la formation aux soins obstétricaux d'urgence, au matériel et aux fournitures a bénéficié *grosso modo* à 6 300 établissements de soins dans 520 pays en 2012.

21. Les partenaires de la santé publique mondiale et l'UNICEF ont aussi réagi aux nouvelles preuves de conséquences à court et à long terme de la sous-alimentation, en particulier sur le retard de croissance, dont il est prouvé qu'il aggrave la pauvreté intergénérationnelle. Les interventions se concentrent de plus en plus sur la période qui précède le deuxième anniversaire d'un enfant et sur la santé de la mère pendant la grossesse. Les taux d'allaitement exclusivement maternel ont augmenté dans un certain nombre de pays de programme de l'UNICEF en 2012. De nouveaux instruments législatifs interdisant ou réglementant les substituts du lait maternel ont été adoptés dans plusieurs pays, notamment au Burundi, au Kenya et au Viet Nam, qui ont aussi adopté des lois portant le congé de maternité à six mois.

22. Plusieurs pays ont progressé dans le domaine de l'enrichissement des aliments au moyen de micronutriments avec l'aide de l'UNICEF, notamment par une nouvelle législation au Kenya et en Mongolie et de nouvelles enquêtes et de nouveaux systèmes de surveillance dans l'État plurinational de Bolivie, au Zimbabwe et ailleurs.

23. Le soutien de l'UNICEF dans les 33 pays qui ont rejoint l'initiative « Renforcer la nutrition » a contribué à accélérer la lutte contre la sous-alimentation et l'insuffisance pondérale par la formation de nouveaux cadres nationaux de

coopération, par les politiques de développement de la nutrition et de la sécurité alimentaire et la planification d'instruments et par la mobilisation de nouveaux fonds.

24. En 2012, l'UNICEF a appuyé le renforcement et l'intensification de la promotion des interventions fondées sur les preuves qui étendent aux populations non desservies les services d'eau, d'assainissement et d'hygiène(WASH). Le soutien de l'UNICEF dans le domaine de la qualité de l'eau potable a été à l'origine de l'élaboration de nouvelles directives pour le traitement et la bonne conservation de l'eau à domicile et de progrès dans l'institutionnalisation des programmes qui s'y rapportent dans 48 pays en 2012, contre 38 en 2010. Le programme de mesures collectives d'assainissement total a été étendu avec succès et est actuellement mis en œuvre par 54 bureaux de pays. Suite aux activités soutenues par l'UNICEF, plus de 24 millions de personnes vivent actuellement dans des communautés qui ne pratiquent pas la défécation à l'air libre.

25. L'UNICEF a été l'initiateur des « audits de durabilité » dans son programme WASH en Afrique de l'Est et en Afrique australe. Ces audits ont évolué pour devenir des pactes de durabilité avec les gouvernements qui renforcent la responsabilisation et le suivi de l'exécution des services. Depuis, le pacte de durabilité a été adopté dans les programmes en Afrique de l'Ouest et en Afrique centrale.

26. L'Organisation mondiale de la Santé (OMS) s'est associée à l'UNICEF pour revoir le module global de formation aux soins pour le développement. Ce module, destiné à améliorer les compétences en matière de soins et les interactions entre le soignant et l'enfant afin de contribuer au développement du jeune enfant, est en cours de déploiement par l'UNICEF et par l'OMS, en partenariat avec la Banque mondiale et l'Université Aga Khan.

27. « Une promesse renouvelée », le mouvement de renforcement de la nutrition et le partenariat « Assainissement et eau pour tous » comptent parmi les nombreuses initiatives offrant à l'UNICEF des occasions de contribuer à la mise en œuvre du Programme d'action d'Istanbul pour les pays les moins avancés pour la décennie 2011-2020.

## **B. Domaine d'action n° 2 – Éducation de base et égalité des sexes**

28. L'UNICEF a poursuivi ses efforts en vue d'intégrer les millions d'enfants non scolarisés dans des environnements d'apprentissage formels et informels, en s'attachant aux freins causés par les obstacles financiers et par la discrimination. Un des enseignements importants qu'apporte le fait de s'adresser aux enfants délaissés est qu'il est important d'offrir un vaste éventail de possibilités souples d'apprentissage. Un autre enseignement est que maintenir la qualité tout en développant diverses voies d'accès reste un défi et nécessite une collaboration intersectorielle renouvelée.

29. Plusieurs pays ont revu ou élargi les politiques nationales en s'inspirant de modèles « École amie des enfants », notamment le Cambodge, l'Iraq, le Moldova et le Sud-Soudan. En 2012, le Rwanda a remporté le prix de la meilleure pratique du Commonwealth pour son approche de la mise en place accélérée de l'éducation de base par la reproduction, au niveau national, du modèle « École amie des enfants ».

30. L'UNICEF continue de servir de passerelle entre les initiatives en aval et en amont en soutenant à la fois l'obtention directe de résultats pour les enfants et le

renforcement des politiques et des systèmes. Dans la plupart des pays de programme, les plans d'éducation nationaux incluent désormais des mesures pour réduire les disparités liées à la pauvreté, à l'appartenance ethnique et au handicap (128 pays en 2012, contre 74 en 2005) ainsi que des mesures spécifiques pour réduire l'écart entre les sexes dans 103 pays (contre 58 en 2005).

**En 2012, L'UNICEF a contribué à l'obtention des résultats suivants :**

- L'Initiative en faveur des enfants non scolarisés menée dans 26 pays a mis au jour des profils critiques de disparités qui sont à présent traités;
- Une évaluation de l'éducation aux compétences pratiques dans 40 pays a apporté des enseignements sur la manière de mieux relever les défis que posent l'accès et les besoins d'apprentissage des enfants défavorisés;
- Plus de 120 pays ont signalé avoir élaboré au moins en partie des critères de qualité de l'éducation inspirés de l'« École amie des enfants » ou d'approches similaires.

31. Les possibilités non scolaires d'apprentissage précoce et la concrétisation des critères en termes d'apprentissage précoce et de développement ont contribué à améliorer la préparation à la scolarité des enfants. Des augmentations de la fréquentation de l'éducation préscolaire ont été signalées dans plusieurs pays, notamment en Albanie, en Bosnie-Herzégovine, aux Comores, au Moldova et en Ouganda. En Éthiopie, une augmentation, entre 2010 et 2012, de 16,2 % de la participation aux programmes de préparation à la scolarité a été obtenue en combinant des systèmes formels renforcés et le développement des systèmes non formels. Ceux-ci concernent notamment la stratégie « enfant à enfant » pour les enfants défavorisés, dans laquelle les enfants plus jeunes interagissent avec des enfants plus âgés et apprennent d'eux, en tant que moyen d'aider les plus jeunes à se préparer à la scolarité.

32. L'appui à l'amélioration des systèmes de données et de suivi et l'adoption d'outils analytiques innovants, notamment du modèle des simulations pour l'équité dans l'éducation, ont renforcé la capacité des gouvernements à surveiller et à améliorer l'accès à l'éducation et la qualité de celle-ci. Le soutien de l'UNICEF aux initiatives dans le domaine de l'éducation informelle a aidé les enfants difficiles à atteindre à accéder à l'éducation. Il s'agit notamment des enfants des villes qui travaillent au Bangladesh, des garçons gardiens de troupeaux au Lesotho, des orphelins au Swaziland et des moines enfants en Mongolie. Ailleurs, des améliorations de la qualité des systèmes d'enseignement non traditionnels et l'intégration des programmes d'enseignement de base dans ces systèmes ont augmenté encore l'accès à l'éducation, comme c'est le cas pour le système des écoles coraniques au Nigéria et dans d'autres pays.

33. Des facteurs comme le sexe, le niveau de revenu, le lieu, l'appartenance ethnique et le handicap constituent des obstacles importants à l'accès à l'éducation de qualité pour 132 millions d'enfants et d'adolescents qui ne fréquentent pas actuellement l'école primaire ou secondaire. L'UNICEF a appuyé les initiatives

visant à mobiliser les innovations technologiques et à adopter de nouvelles approches pour augmenter l'accès à l'éducation des enfants difficiles à atteindre et des enfants exclus. Les centres temporaires d'enseignement créés dans les régions inondées du Pakistan ont pu intégrer de nombreux enfants en âge scolaire qui n'avaient jamais fréquenté l'école auparavant. Par la suite, les activités de plaidoyer de l'UNICEF ont mené à l'incorporation de tous ces enfants dans le système d'enseignement primaire public.

34. Plus de la moitié des enfants qui ne fréquentent pas l'école primaire sont des filles, et soutenir l'éducation des filles et l'égalité des sexes est une des priorités de l'UNICEF. Les programmes intersectoriels novateurs, de l'intégration de l'eau et de l'assainissement dans les écoles au renforcement de l'attention portée à la sécurité en vue de protéger les élèves contre la violence, ont levé de nombreux obstacles à l'accès pour les filles. La deuxième édition de *Raising Even More Clean Hands* (des mains encore plus propres à l'école) a été publiée. Cette publication, produite dans le cadre d'une initiative conjointe entre l'UNICEF et un certain nombre de partenaires, fait la promotion de « Eau, assainissement et hygiène pour tous » (WASH) dans les écoles et est soutenue par 70 organisations internationales.

35. Une étude de 2012 sur la violence dans les écoles, menée dans 22 pays, a souligné l'importance du soutien aux pays par l'élaboration d'instructions sur la manière de s'attaquer à ce problème. L'UNICEF a poursuivi son rôle de chef de file dans l'Initiative des Nations Unies pour l'éducation des filles, qui offre une plateforme stratégique de plaidoyer pour la promotion de l'achèvement de l'école primaire par les filles et leur accès à l'enseignement secondaire dans un environnement d'apprentissage sûr et propice.

36. Plus de 40 % des enfants non scolarisés vivent dans des pays en proie à un conflit armé et à des catastrophes naturelles. L'UNICEF a dès lors renforcé son rôle dans l'éducation en situations d'urgence et de transitions d'après-crise, notamment en fournissant de meilleures compétences en termes d'analyse des conflits et de mise en œuvre intersectorielle de la préparation aux situations d'urgence, de la réponse à celles-ci et du développement à long terme. En 2012, une cartographie de l'incorporation de la réduction du risque de catastrophe a été réalisée dans 30 pays. Elle fournit des orientations pour les programmes de cours qui seront déployés en 2013. Dans 13 pays, le programme *Peacebuilding, Education and Advocacy* a commencé à fournir une analyse solide des principaux goulets d'étranglement dont souffrent la reconstruction des systèmes éducatifs et le renforcement de la cohésion sociale dans les contextes d'après-conflit.

### **C. Domaine d'action n° 3 – Le VIH/sida et les enfants**

37. Ces 10 dernières années, les ressources et la volonté politique pour s'attaquer au VIH et au sida ont augmenté, produisant une baisse des taux de prévalence du VIH et de meilleurs résultats pour les personnes séropositives. L'UNICEF poursuit actuellement l'intégration des programmes relatifs au VIH dans toute l'organisation, le but étant d'aboutir à une génération sans sida. Un enseignement important est la nécessité de donner la priorité aux interventions efficaces dans la prévention de la transmission mère-enfant et de concentrer la coordination sur les pays à taux de prévalence élevé. Les mesures visant à prévenir les infections par le VIH chez les adolescents ont été moins couronnées de succès et nécessiteront l'adoption, par



l'UNICEF et ses partenaires, de nouvelles stratégies de programmation pour les adolescents.

**En 2012, L'UNICEF a contribué à l'obtention des résultats suivants :**

- La coorganisation du Forum à l'intention des dirigeants à la XIX<sup>e</sup> Conférence internationale sur le sida;
- La mobilisation d'un partenariat autour du Plan mondial; la mise sur pied du secrétariat pour l'équipe spéciale interinstitutions sur les enfants atteints du VIH et du sida;
- L'élaboration d'une trousse d'outils sur l'élimination de la transmission mère-enfant du VIH en vue d'aider le processus de planification;
- La mise en œuvre de mécanismes pour le renforcement des systèmes nationaux de suivi et d'évaluation et de mesure des progrès sur la voie de l'atténuation de l'impact du sida.

38. Les principaux objectifs pour 2012 en matière de VIH et de sida étaient centrés sur les deux premières décennies de la vie d'un enfant, en se basant sur la conviction qu'une génération sans sida commence par les enfants et est ancrée dans les engagements d'« Une promesse renouvelée ».

39. Un nombre croissant de pays (118 en 2012, contre 104 en 2011) a élaboré des politiques ou des directives nationales conformes aux normes internationales de programmation pour l'élimination des nouvelles infections par le VIH chez les enfants et la survie de leur mère. La Côte d'Ivoire, les Maldives, la Namibie et le Nicaragua comptent parmi ces pays. Dans plus de 20 pays, des plans pour l'élimination de la transmission mère-enfant ont été établis avec le soutien de l'UNICEF.

40. Il est essentiel d'optimiser et de simplifier le traitement pour les femmes et les enfants en bas âge afin d'éliminer les inégalités dans la réponse au sida. Des analyses des goulets d'étranglement nationaux des réseaux pour l'élimination de la transmission mère-enfant, soutenues par l'UNICEF dans plusieurs pays de programme, ont contribué à mettre en évidence les domaines nécessitant une attention accrue et à améliorer les plans. Le soutien de l'UNICEF aux dispensaires offrant des services dans le domaine de l'élimination de la transmission mère-enfant a concerné plus de 25 000 dispensaires en 2012.

41. L'UNICEF se recentre actuellement sur une démarche d'investissement en vue de réduire le risque, la transmission, la morbidité et la mortalité liés au VIH. L'UNICEF et le *Futures Institute* ont analysé les interventions percutantes, comme la circoncision médicale volontaire des garçons et des hommes, les programmes liés à l'utilisation des préservatifs masculins, le dépistage et le traitement du VIH, les communications relatives au comportement et le travail avec les principales populations exposées. La conclusion a été que des investissements judicieux pouvaient réduire chez les adolescents le nombre de nouvelles infections de 30 % à l'horizon 2015 et de 70 % à l'horizon 2020.

42. Bien que la prévention du HIV chez les adolescents ait manifestement porté ses fruits, le développement des approches efficaces reste entravé par l'inégalité persistante entre les sexes et par les défis politiques du travail avec les jeunes impliqués dans la toxicomanie ou ceux qui adoptent des comportements sexuels marginalisés. Un défi supplémentaire est de savoir comment mettre en œuvre une approche d'investissement en vue d'inclure des activités multiformes plus larges qui vont au-delà des interventions spécifiques en matière de VIH. Dans plus de deux tiers des pays de programme, l'éducation au VIH/sida a été désormais intégrée dans les programmes de cours nationaux au niveau secondaire (102 pays en 2012, contre 56 en 2005) suite, dans beaucoup de cas, aux activités de plaidoyer et au soutien technique de l'UNICEF. L'UNICEF continue de développer la capacité nationale en vue d'assurer l'éducation au VIH/sida. Au Myanmar, par exemple, près d'un million d'élèves de l'enseignement secondaire bénéficie à présent d'une éducation aux compétences nécessaires à la vie courante, avec l'assistance technique de l'UNICEF et son soutien systématique à la formation des enseignants. Au Malawi, un programme de cours exhaustif est à présent enseigné dans toutes les écoles secondaires du pays.

43. L'UNICEF continue d'encourager les utilisations plus larges et plus novatrices des médias sociaux pour dialoguer avec les jeunes au sujet des initiatives en matière de diminution des risques. Ces initiatives concernent notamment l'élaboration de documents en ligne sur les compétences nécessaires à la vie courante en Chine, les messages courts (SMS) concernant le VIH/sida au Nigéria, et les messages courts exhaustifs sur le système U-Report en Zambie.

44. L'UNICEF reste un partenaire de l'initiative « Ensemble pour les filles », un consortium public/privé composé d'organisations Nord-Sud pour mettre un terme à la violence envers les filles, qui est liée, entre autres défis, aux infections sexuellement transmises. L'initiative a soutenu les enquêtes nationales auprès des ménages dans 10 pays. Les conclusions sont à présent utilisées pour éclairer les mesures, programmes et politiques des pouvoirs publics visant à empêcher la violence sexiste et à y répondre.

#### **D. Domaine d'action n° 4 – Protection des enfants contre la violence, l'exploitation et la maltraitance**

45. L'UNICEF s'est employé à renforcer les secteurs du bien-être social, du droit et de la justice, de l'éducation et de la santé en vue de mieux protéger les enfants contre la violence, l'exploitation et la maltraitance. L'objectif consistait à développer des systèmes qui abordent la protection de manière globale, plutôt que soutenir des projets ponctuels qui « sauvent » et soutiennent des enfants en nombre limité victimes de violence ou d'exploitation. Plusieurs pays de programme dont l'Angola, l'Éthiopie, le Népal, l'Indonésie et le Myanmar ont enregistré des progrès, s'agissant de déplacer le centrage des systèmes nationaux de protection des enfants vers une approche de systèmes plus cohérents et plus globaux.

46. L'UNICEF et ses partenaires ont organisé deux grandes conférences sur la protection des enfants. À la conférence « Mieux protéger les enfants » à New Delhi, l'UNICEF a contribué à rassembler les acteurs principaux de la protection de l'enfance, les novateurs, les scientifiques et les décideurs en vue de consolider la recherche et la réflexion récentes sur les systèmes de protection de l'enfant.

47. Le suivi des efforts déployés dans le cadre du programme en termes de déclaration des naissances, de protection de remplacement et de violence envers les enfants reste prioritaire pendant le déploiement de MoRES. Ces efforts produisent de nouvelles formes de responsabilisation, comme le montre le Nigéria, où les fonctionnaires locaux et de l'État ont commencé à recueillir en temps réel les données des messages courts en vue de renforcer la responsabilité dans leurs organismes.

48. Démontrer les résultats au niveau de l'impact reste un défi systémique. Une méta-analyse de 52 évaluations des programmes de protection de l'enfance de l'UNICEF a été effectuée en vue d'évaluer les enseignements tirés en matière de conception des programmes à l'aide d'indicateurs mesurables. Les conclusions, y compris les avantages des approches multisectorielles, influent actuellement sur la conception et le fonctionnement des programmes.

49. Des progrès importants ont été accomplis en termes de réponse aux besoins de protection des enfants et d'intégration de cette protection dans les plans et les mécanismes de réponse de l'action humanitaire. Le personnel de l'UNICEF et les partenaires en attente ont été formés dans plus de 20 pays aux situations d'urgence en matière de protection de l'enfance. Ils ont été également formés à la programmation en réponse à la violence sexiste, et au mécanisme de surveillance et de communication de l'information au Conseil de sécurité des Nations Unies concernant six cas graves de violation des droits de l'enfant dans des situations de conflit armé.

50. Les interventions directes de l'UNICEF en 2012 ont mené à la réunification de près de 20 000 enfants avec leur famille et ceux qui en ont la charge. Pour beaucoup d'entre eux, cette réunification s'est produite à Haïti, en République démocratique du Congo, en Somalie et au Sud-Soudan. À Haïti, quelque 9 400 enfants ont été réunis avec leurs parents depuis le séisme de 2010.

51. La première évaluation mondiale de la protection des enfants dans les situations d'urgence, de la phase de précrise à la phase de relèvement, a été lancée en 2012. Les bureaux de pays ont reçu un appui technique pour établir les lignes de base du programme et les cadres de suivi et d'évaluation qui les accompagnent.

**En 2012, L'UNICEF a contribué à l'obtention des résultats suivants :**

- 29,5 millions d'enfants environ ont été enregistrés à la naissance dans 81 pays;
- Plus de 30 pays ont dialogué avec les communautés religieuses au sujet des initiatives de prévention de la violence, y compris les sanctions non violentes, de la fin des mariages d'enfants, et de la déclaration des naissances;
- Plus de 30 pays sont engagés dans la mise en place de tribunaux amis des enfants et de systèmes d'aide juridique;
- 1 775 collectivités ont déclaré renoncer à la coupure/mutilation génitale féminine (C/MGF) et à l'excision, ce qui porte à 10 000 le nombre de collectivités qui ont renoncé à cette pratique depuis 2008, année du lancement du Programme commun du Fonds des Nations Unies pour la population (UNFPA) et de l'UNICEF sur la C/MGF;

- Trois nouveaux programmes de lutte antimines ont été lancés; ces programmes sont désormais actifs dans 20 pays;
- Plus de 1,4 million d'enfants dans 42 pays ont été dotés d'espaces de protection communautaires, d'espaces d'apprentissage et de services d'aide psychologique par l'intermédiaire de la réponse humanitaire;
- Plus de 6 400 enfants associés à des forces armées ou à des groupes armés ont été libérés et réintégrés dans leur famille et leur communauté dans neuf pays;
- Dans près de 100 pays, le développement des capacités des partenaires a été soutenu afin d'améliorer leur offre de services sociaux, de protection de remplacement pour les enfants, de soutien psychosocial, d'aide aux enfants handicapés et de prise en charge des enfants qui ont survécu aux violences sexuelles dans des situations d'urgence;
- Dans le cadre de la mise en œuvre du mécanisme de surveillance et de communication de l'information sur les violations graves des droits des enfants dans les situations de conflit armé, 14 plans d'action sont actuellement mis en œuvre avec des parties au conflit dans 9 pays;
- Avec 11 nouvelles ratifications du Protocole facultatif concernant la vente d'enfants, la prostitution des enfants et la pornographie mettant en scène des enfants, et 7 nouvelles ratifications du Protocole facultatif concernant l'implication d'enfants dans les conflits armés, le nombre d'États parties s'élève désormais respectivement à 163 et à 151;
- 87 pays de programme au total (contre 78 en 2011) ont désormais mis en place des cadres généraux pour la prévention et le traitement de la violence sexuelle, conformément aux normes et critères internationaux.

### **E. Domaine d'action n° 5 – Promotion des politiques et partenariats en faveur des droits des enfants**

52. L'UNICEF continue de contribuer à la collecte, à l'analyse et à la diffusion de données pour promouvoir les politiques et les programmes qui bénéficient aux femmes et aux enfants. Le quatrième cycle de l'enquête en grappes à indicateurs multiples a eu lieu en 2012, avec plus de 65 enquêtes réalisées. Il couvre plus de 100 indicateurs de développement. L'UNICEF a également effectué une évaluation externe de ce quatrième cycle et mis la dernière main à la préparation du cinquième cycle, qui sera déployé en 2013. Ces enquêtes sont effectuées d'ordinaire par les bureaux nationaux de statistique avec l'aide de l'UNICEF. Elles forment une composante essentielle du renforcement de la capacité nationale de suivi de la situation des enfants.

53. L'UNICEF a aussi lancé l'analyse des privations multiples simultanées, une méthode destinée à identifier de manière plus pointue les enfants et les familles qui connaissent des privations multiples de leurs droits essentiels et à en dresser le

profil. L'UNICEF ne cesse de souligner et de prôner une attention accrue pour les privations des enfants en facilitant les études nationales sur ce sujet. Entre 2007 et 2012, 86 pays ont procédé à des analyses des multiples facettes de la pauvreté chez les enfants et mené des activités de plaidoyer à ce sujet.

54. Mettant à profit les connaissances et le savoir-faire des pays, l'UNICEF a lancé son tout premier Cadre stratégique de protection sociale. Ce cadre défend l'idée d'une protection sociale qui tienne compte des enfants et prône la généralisation de systèmes inclusifs et intégrés afin de veiller à ce qu'un plus grand nombre d'enfants ait accès aux services sur pied d'égalité. Le cadre a eu une influence sur la stratégie de protection sociale de l'Union européenne et a renforcé la collaboration avec la Banque mondiale dans le domaine de la création de ces systèmes.

55. L'UNICEF a soutenu les interventions de protection sociale dans 104 pays visant à mobiliser des ressources et à tisser des filets de sécurité au bénéfice des enfants marginalisés et vulnérables. En Chine, l'UNICEF a coopéré avec le gouvernement au lancement du premier système de transfert monétaire assorti de conditions qui concerne les enfants. L'UNICEF a appuyé les grands programmes nationaux de transfert sociaux en espèces pour les ménages marginalisés et appauvris, qui ont concerné des centaines de milliers d'enfants en 2012, dont des orphelins et des enfants chefs de famille au Malawi, en Zambie, au Zimbabwe et dans d'autres pays. Une évaluation au Kenya a montré que le programme national a mené à des niveaux plus élevés de consommation alimentaire, à des taux plus élevés de fréquentation de l'enseignement secondaire, à une fréquence moindre du travail des enfants et à des améliorations des mesures psychosociales parmi les enfants chefs de ménage.

**En 2012, l'UNICEF a contribué à l'obtention des résultats suivants :**

- L'analyse de la situation des enfants dans 50 pays et des études sur la pauvreté des enfants dans 81 pays;
- Des interventions de protection sociale dans 104 pays;
- L'analyse des budgets sociaux dans 64 pays et les activités de plaidoyer en faveur de tels budgets, y compris une gestion des finances publiques tenant compte des enfants;
- Le soutien aux problèmes de migration dans 35 pays.

56. L'organisation travaille actuellement dans 40 pays à des initiatives visant à promouvoir les droits des enfants handicapés. Au Moldova, les activités de plaidoyers déployés par l'UNICEF et d'autres organismes des Nations Unies ont contribué à convaincre le Gouvernement d'adopter un programme sur l'éducation ouverte à tous et de promulguer une loi sur l'intégration sociale des personnes handicapées.

57. L'initiative « Villes sûres » de l'UNICEF s'emploie à répondre aux besoins de protection des enfants et des femmes dans les environnements urbains, en partenariat avec le Programme des Nations Unies pour les établissements humains, l'Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes (ONU-Femmes), et des gouvernements nationaux et sous-nationaux.

58. Le bureau du Burundi a appuyé la création d'un parlement des enfants et la formation d'enfants journalistes. Au Rwanda, des représentants des enfants ont été élus démocratiquement à leur parlement au niveau des villages et des districts, avec un soutien apporté à l'élaboration de lignes directrices pour la participation civique des enfants.

59. L'UNICEF a coopéré avec les gouvernements pour mobiliser plus efficacement d'importantes ressources intérieures, qui sont en augmentation dans un nombre croissant de pays à revenu intermédiaire. Des analyses de la budgétisation sociale ont été effectuées dans plus de 111 pays grâce aux partenariats avec les ministères des Finances, avec les institutions financières internationales (notamment le Fonds monétaire international et la Banque mondiale) et les organisations de la société civile. L'UNICEF a aussi aidé les pays à obtenir les ressources nécessaires pour financer des politiques équitables pour les enfants dans tous les secteurs. L'organisation a soutenu les examens des dépenses publiques et les analyses de l'impact fiscal ainsi que le développement des capacités pour les ministères du secteur social, en particulier dans les cas d'internalisation des coûts et de développement de l'investissement.

60. En Jordanie, l'aide de l'UNICEF dans le domaine de la budgétisation sociale a ouvert la voie à l'inclusion des principaux indicateurs de performance relatifs aux enfants dans la loi du budget annuel de 2012. De même, au Mexique, les activités de plaidoyer concernant la politique ainsi que l'assistance technique ont amené le gouvernement à adopter la méthodologie de l'UNICEF pour l'identification de sections du budget fédéral qui bénéficient aux enfants, dans le but de maintenir ou d'augmenter les niveaux des dépenses consacrées aux enfants.

61. L'UNICEF traite de plus en plus les risques et les possibilités nouveaux et intersectoriels que présente le monde en mutation pour les enfants et les familles pauvres. Dans 63 pays, les activités de plaidoyer de l'UNICEF mettent l'accent sur les politiques qui maximalisent les effets positifs de la migration tout en minimisant les risques pour les familles et communautés de migrants. En Argentine, les activités de plaidoyer de l'UNICEF relatives à la protection sociale soulignent les principes d'équité, afin que les enfants migrants soient pleinement couverts dans les politiques. L'accomplissement de cet objectif assurera que quelque 225 000 enfants bénéficieront de la protection sociale, y compris des services de santé préventifs et thérapeutiques.

#### **Le point sur un domaine d'action : les interventions humanitaires**

62. Les interventions directes et ciblées dans les situations d'urgence ont concerné des dizaines de millions d'enfants dans le domaine de la nutrition. Il s'agissait notamment de 2,11 millions d'enfants souffrant de malnutrition grave, grâce à des programmes d'alimentation thérapeutique. Les familles déplacées ou rendues vulnérables par des situations de crise ont reçu une alimentation essentielle dans le cadre de programmes d'alimentation thérapeutique ou d'appoint, de bons de nourriture et d'espèces et d'autres formes d'aide, notamment au Sahel, y compris au Mali, et dans la Corne de l'Afrique.

63. Plus de 18,8 millions de personnes ont obtenu l'accès à l'eau et 7,78 millions, à l'assainissement par des interventions directes de l'UNICEF dans des crises humanitaires en 2012, ce qui représente une forte augmentation par rapport à 2011. Les interventions les plus importantes dans le cadre des activités WASH ont été

menées dans des situations d'urgence prolongées, comme au Pakistan, en République démocratique du Congo, en Éthiopie et à Haïti. On estime à 3,6 millions dans plus de 49 pays le nombre d'enfants qui ont obtenu l'accès à l'enseignement de type scolaire et d'autres possibilités d'apprentissage en 2012 grâce au soutien direct de l'UNICEF.

64. En 2012, l'UNICEF a apporté son appui à la vaccination contre la rougeole de plus de 1,3 million d'enfants en République arabe syrienne, soit plus de 92 % de l'objectif, et a fourni à plus de 263 000 personnes des produits pour l'hiver, notamment des médicaments et des produits non alimentaires. Dans les pays voisins, quelque 180 000 personnes affectées, dont environ la moitié en Jordanie, ont bénéficié d'interventions dans les domaines de l'éducation ; des services d'eau, d'assainissement et d'hygiène ; et de la protection de l'enfance.

65. Dans le Sahel, l'alerte rapide d'une crise de la sécurité alimentaire et de la nutrition comprenait un appel public à l'action par le Directeur général de l'UNICEF à la fin de 2011. L'UNICEF a aussi contribué à une stratégie interorganisations et à la mise sur pied d'une équipe régionale de gestion de l'urgence. La mobilisation rapide de cette équipe a contribué à assurer le traitement de plus de 920 000 enfants de moins de 5 ans souffrant de malnutrition aiguë dans toute la région. Ces enfants constituaient plus de 80 % de l'objectif et 300 000 de plus que le nombre traité en 2011. Ce soutien a été apporté alors que le conflit armé faisait rage au Mali, conflit qui a dispersé des réfugiés vers des communautés d'accueil et des camps déjà vulnérables au Burkina Faso, en Mauritanie et au Niger.

66. Au Sud-Soudan, plus de 60 000 enfants ont bénéficié de services d'aide sociale et de protection, soit plus du triple de la population cible, tandis que près de 270 000 enfants au Yémen ont obtenu un accès sûr à des espaces communautaires, soit 90 % du public visé. La réponse de l'UNICEF à ces crises a souligné la nécessité de ressources régulières, qui sont essentielles pour assurer un financement souple en vue de répondre aux besoins là où ils sont les plus criants.

**En 2012, dans des situations de crise humanitaire, de redressement ou de précarité, l'UNICEF a dispensé l'aide suivante :**

- 2,11 millions d'enfants de 6 à 59 mois souffrant de malnutrition grave ont bénéficié de programmes d'alimentation thérapeutique;
- 65,4 millions d'enfants de 6 à 59 mois ont reçus des suppléments de vitamine A;
- 43,8 millions d'enfants de 6 mois à 15 ans ont été vaccinés contre la rougeole;
- 2,13 millions de familles ont reçu des moustiquaires imprégnées d'insecticide;
- 18,8 millions de personnes ont accès à l'eau potable conformément aux normes en vigueur;
- Près de 7,78 millions de personnes ont accès à des toilettes convenablement conçues;

- 16,4 millions de personnes ont accès à du savon ou autre produit similaire et à des installations fonctionnelles pour se laver les mains;
- 3,56 millions d'enfants d'âge scolaire, y compris des adolescents, ont accès à une éducation de base formelle ou informelle, y compris à des espaces d'apprentissage et de jeu temporaires et à une éducation préscolaire pour les jeunes enfants;
- Près de 2,81 millions d'enfants ont été dotés d'un accès à une eau sans risque sanitaire et à des installations d'eau, d'assainissement et d'hygiène dans leur milieu scolaire;
- 2,33 millions de femmes enceintes ont accès à la prévention, aux soins et au traitement du VIH/sida, y compris à la prévention de la transmission mère-enfant;
- Plus de 19 800 enfants séparés des membres de leur famille ont été réunis avec eux;
- Plus de 1,40 million d'enfants ont été dotés d'un accès sûr à des espaces communautaires de rencontre, de jeu et d'apprentissage;
- Plus de 5 300 enfants anciennement intégrés aux forces armées ou à des groupes armés ont été rendus à leur famille et leur communauté.

67. Les enseignements tirés du Sahel et de la Corne de l'Afrique mettent en évidence l'importance d'élaborer des systèmes qui renforcent la résilience afin de prévenir et d'atténuer les pires conséquences des catastrophes. Une évaluation de l'expérience du Sahel a mis en évidence les points forts de l'UNICEF en termes de mobilisation rapide de personnel et de fournitures, tout en pointant les possibilités de planification plus intégrée pour tous les secteurs fondée sur une évaluation exhaustive des besoins des enfants et de leur famille. Un des principaux enseignements tirés en 2012 de la crise dans la Corne de l'Afrique est que l'extension des systèmes sanitaires et de nutrition aux zones vulnérables en Éthiopie et au Kenya a contribué à réduire l'impact de la sécheresse.

68. Pour améliorer l'obtention de résultats pour les enfants et les femmes en situation de crise, l'UNICEF a renforcé l'état de préparation de son personnel et établi de nouvelles procédures standard pour les situations d'urgence pour les grandes crises de « niveau 3 ». Ces procédures s'inspirent des meilleures pratiques sur le terrain et des méthodes de fonctionnement simplifiées pour accélérer et simplifier l'action humanitaire. Ce travail a contribué à l'élaboration permanente de directives normatives dans le cadre du programme de transformation élaboré par le Comité permanent interorganisations. En s'appuyant sur les expériences, de l'Afghanistan à la Somalie, l'UNICEF a renforcé ses directives sur la programmation à distance et la gestion des risques pour atteindre les enfants plus rapidement dans les environnements à niveau élevé de menace.

69. Ces initiatives ont été déployées malgré de nombreuses difficultés, notamment un environnement de restrictions frappant le financement. Dans la République arabe syrienne, par exemple, l'UNICEF a dû améliorer sa capacité d'augmenter rapidement sa présence limitée. Parmi les autres défis, il y a la nécessité de renforcer les systèmes pour le déploiement du personnel, de simplifier les



procédures et d'intégrer la préparation dans le cycle de développement. Les menaces pesant sur la mise en œuvre de programmes spécifiques, notamment la vaccination contre la poliomyélite et l'éducation, continuent de dresser des obstacles importants à l'exercice des droits des enfants.

## II. Stratégies intersectorielles de soutien

70. Les bureaux de pays de l'UNICEF ont signalé une amélioration du respect des critères de l'organisation pour l'application à la fois des principes normatifs et des stratégies de programme intersectorielles (tableau 1). Plusieurs bureaux de pays doivent toutefois renforcer l'égalité entre les sexes et l'intégration de cette égalité dans les programmes. L'instauration récente de la stratégie approuvée par le Conseil d'administration pour la gestion des connaissances devrait améliorer encore le développement des capacités, tant au sein de l'organisation que chez les partenaires.

Tableau 1

**Degré de conformité avec les critères de l'organisation pour l'application des principes et stratégies de programme, exprimé en nombre de bureaux de pays en 2012 et 2011\***

Degré de conformité	Complète	En majorité	Partielle	Action entamée	Total
Approche de la coopération fondée sur les droits de l'homme	35 (29)	69 (70)	19 (26)	3 (1)	126
Égalité des sexes	15 (11)	66 (59)	42 (44)	3 (12)	126
Viabilité du point de vue écologique	19 (19)	37 (30)	41 (39)	29 (38)	126
Renforcement des capacités	27 (24)	79 (69)	16 (31)	4 (2)	126
Communication pour le développement	21 (13)	61 (63)	35 (37)	9 (13)	126
Communication et plaidoyer	39 (33)	67 (79)	17 (11)	3 (3)	126
Gestion des connaissances et recherche	12 (18)	71 (51)	36 (51)	7 (6)	126
Exécution des services	46	64	7	9	126
Partenariats stratégiques	49 (47)	66 (65)	10 (12)	1 (2)	126

\* L'année 2011 est indiquée entre parenthèses.

## III. Résultats de l'organisation

71. Les bureaux de pays de l'UNICEF ont économisé près de 5 millions de dollars grâce aux activités interinstitutions. Les gains les plus importants ont été réalisés par des arrangements bancaires communs dans 34 pays, qui ont fait faire des économies estimées à 2,1 millions de dollars des États-Unis; par des services de sécurité coordonnés (1,1 million de dollars économisés); par le partage de locaux dans 34 pays (0,48 million); et par des planifications communes de voyages dans 57 bureaux (0,46 million). D'autres économies ont également été réalisées par des réductions supplémentaires sur les voyages, par l'utilisation croissante des vidéoconférences et l'encouragement aux réunions sans papier et économes en papier, y compris lors des sessions du Conseil d'administration. Le personnel continue de recevoir une formation à l'utilisation d'outils économes en énergie et

aux initiatives d'écologisation, à la fois pour les bureaux de l'UNICEF et pour les programmes de coopération soutenus par l'organisation.

72. Dans le domaine de l'évaluation, l'UNICEF a joué un rôle de chef de file dans l'évaluation interorganisations en temps réel de la réponse à la situation dans la Corne de l'Afrique et dans la deuxième évaluation interorganisations en temps réel à Haïti. De plus, l'UNICEF a contribué aux directives du Groupe des Nations Unies pour l'évaluation relatives aux évaluations du plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement.

73. Des progrès notables ont été enregistrés en matière d'évaluation de la gestion des connaissances et du renforcement des systèmes. La soumission de rapports d'évaluation, pour la plupart commandés par des bureaux de pays, à la base de données d'évaluation mondiale a atteint 98 %, et les soumissions de la réponse correspondante de la direction ont atteint 90 %. L'UNICEF a lancé un cours de formation en ligne sur l'évaluation axée sur l'équité, qui a réuni 4 500 participants de 162 pays. L'organisation a joué un rôle prédominant dans le lancement d'une initiative importante avec Eval Partners, des partenaires de la société civile, visant à renforcer le développement de la capacité d'évaluation nationale en soutenant les réseaux et associations d'évaluation nationaux.

74. L'organisation a effectué 29 audits et consultations en 2012, qui ont produit 236 recommandations ayant trait à la gouvernance, à la gestion de programme et à l'appui administratif et opérationnel. Une procédure opérationnelle permanente pour la communication publique des rapports d'audit a été établie et tous les rapports d'audit interne produits après le 30 septembre 2012 ont été rendus publics.

75. L'UNICEF a renforcé encore l'utilisation des dernières technologies dans toutes les facettes de son travail, y compris celle de la technologie de l'information et des communications (TIC). Le personnel a participé à des forums destinés à améliorer la coopération au sein de la famille des Nations Unies. Cette coopération comprenait une étude commune des marchés et une négociation commune pour l'exploitation de liens par satellite pour les bureaux de pays, qui ont permis des économies substantielles. L'UNICEF a aussi joué un rôle majeur de coordination de l'élaboration d'un Cadre de gestion des Nations Unies pour la mise en œuvre de la stratégie informatique et télématique.

76. L'organisation a adopté VISION, un progiciel de gestion intégré unique qui procure aux membres du personnel dans toute l'organisation un accès à des informations en temps réel sur la gestion et les résultats du travail. Les premiers mois qui ont suivi le lancement de VISION ont été consacrés à la formation, au soutien aux clients et à l'optimisation des systèmes et des processus. Malgré les prévisions, le processus a nécessité plus de ressources que prévu. L'UNICEF a également mené des audits internes exhaustifs et des évaluations par des parties tierces pour s'assurer que la conception des nouveaux systèmes et des processus-métier puisse protéger contre les cyber attaques et la fraude.

77. La fonction mondiale de paie, mise en œuvre par la Direction des affaires humaines, a été centralisée en 2012 et dessert désormais 11 500 membres du personnel depuis un seul endroit. Plus de 2 000 contrats permanents ont été émis au personnel après l'examen unique obligatoire pour les nominations à titre définitif.

78. À la fin de 2012, 48 % des membres du personnel de l'UNICEF étaient des femmes, et le recrutement d'administratrices sur le plan international a atteint 52 %.

Toutefois, malgré la priorité donnée à la diversité, les femmes et le personnel des programmes de pays restent sous-représentés au niveau P-5 et supérieur, où ils représentent 42 et 36 % respectivement.

79. La mise en valeur des talents, la recherche de compétences, le recrutement et la gestion se sont poursuivis, et des grilles de groupes de talents ont été complétées pour plusieurs grands domaines de fonctions dans le programme, la réponse aux situations d'urgence et les opérations. Les gains supplémentaires d'efficacité et d'efficience restent entravés par l'absence de systèmes informatiques des ressources humaines pleinement intégrés.

80. Le Bureau du coordonnateur pour les questions de sécurité a continué de fournir un appui de sécurité mondial 24 heures sur 24 au siège et aux programmes et aux opérations sur le terrain, en offrant un soutien à plus de 15 grandes situations d'urgence. Les efforts visant à assurer la cohérence dans les connaissances et les pratiques entre les responsables de la sécurité de l'UNICEF se sont poursuivis par l'élaboration d'une politique de gestion des incidents majeurs de l'UNICEF et la révision en cours des procédures opérationnelles permanentes et du Manuel sur les opérations de sécurité.

81. La valeur totale des fournitures et services achetés en 2012 a été supérieure à 2,4 milliards de dollars, la part des services excédant les 0,5 milliard de dollars. Grâce aux nouveaux modèles de financement, l'UNICEF et ses partenaires ont exercé une influence sur les marchés des produits de survie. Ils ont permis de raccourcir les délais pour l'achat et la distribution d'aliments thérapeutiques prêts à l'emploi. Ces efforts ont aussi fait baisser les prix des vaccins, entraînant des économies potentielles de plus de 810 millions de dollars sur les deux à cinq prochaines années.

82. Une nouvelle stratégie d'achat de vaccins pour les pays à revenu intermédiaire a été déployée avec le lancement d'une offre destinée à rendre plusieurs vaccins disponibles. Pour encourager les solutions créatives aux défis profondément enracinés, l'UNICEF a lancé un nouveau site Web, « Innovez pour les enfants », qui encourage l'externalisation des idées pour la création de nouveaux produits. Un groupe d'examen des projets d'innovation (*Innovation Project Review Group*) a été mis sur pied, et ce groupe a approuvé 12 propositions de projets qui seront déployés en 2013.

83. Les tableaux 2 et 3 résument les résultats en regard d'indicateurs clés concernant la gestion des programmes et des opérations.

Tableau 2  
Principaux indicateurs de résultats de la gestion des programmes en 2005, 2009 et 2012

Indicateur (en pourcentages sauf indication contraire)	2005	2009	2012
<b>Supervision du programme</b>			
Nombre de bureaux de pays à haut, moyen ou faible niveau de préparation aux crises (fondé sur le système Alerte précoce, Action précoce)	s.o.	s.o.	102/15/14*
Bureaux de l'UNICEF affichant des gains d'efficacité avérés dans leurs opérations	s.o.	s.o.	86 %
Nouveaux documents de programme de pays approuvés par le Conseil d'administration qui répondent aux normes de l'organisation pour			
i) L'application de l'approche fondée sur les droits de l'homme	s.o.	84 %	72 %
ii) L'intégration de la problématique hommes-femmes	s.o.	59 %	59 %
iii) Une gestion fondée sur les résultats	s.o.	84 %	80 %
Programmes de pays ayant fait l'objet d'un examen et d'une autoévaluation du principe d'égalité des sexes	15 %	55 %	73 %
Documents de programme de pays qui présentent une stratégie clairement articulée pour la communication au service du développement et mettent l'accent sur les enfants	s.o.	63 %	72 %
Nombre de pays utilisant les services de passation des marchés de l'UNICEF pour acheter des fournitures pour les enfants et leur famille	s.o.	100	110
<b>Gestion des connaissances</b>			
Nombre de leçons tirées, vérifiées et appliquées	42	156	s.o.
Nombre de « communautés de pratique » créées	–	10	s.o.
Nombre de bureaux de pays signalant un appui de l'UNICEF à la coopération Sud-Sud	–	89	85
<b>Financement des programmes</b>			
Pourcentage de rapports de donateurs présentés à temps	71 %	81 %	91 %
Pourcentage du montant total des recettes qui est un financement thématique	21 %	13 %	11 %
Financement thématique en pourcentage des « autres ressources (fonds ordinaires) » et des « autres ressources (programmes d'urgence) »	14 %/42 %	15 %/10 %	11 %/11 %
<b>Cohérence des Nations Unies</b>			
Documents de programme de pays avec matrices de résultats alignées sur la matrice de résultats du PNUAD	s.o.	85 %	92 %
Nombre de fonctionnaires de l'UNICEF faisant fonction de coordonnateur résident	s.o.	12	10
<b>Évaluation</b>			
Évaluations de programmes qualifiées d'insuffisantes sur la base des normes des Nations Unies (objectif = 0 %)	s.o.	13 %	23 % (2011)
Évaluations avec réponse formelle de la direction (objectif = 100 %) ; pourcentage de référence = 45 %, 2010)	s.o.	s.o.	93 %

\* Résultats cumulés de 2010-2012, basés sur l'autoévaluation des principales mesures dans le système d'action d'alerte rapide de l'UNICEF.

Tableau 3  
Principaux indicateurs de résultats de la gestion des opérations

Indicateur (en pourcentages sauf indication contraire)	2005	2009	2012
<b>Finances</b>			
Coûts de l'appui à la gestion/à l'administration/aux programmes financé sur le total des ressources ordinaires et autres	15,3 %	14,1 %	12,0 %
États financiers annuels conformes aux normes comptables internationales pour le secteur public	s.o.	s.o.	Achevé
Indications/réponses données aux questions des bureaux de terrain relatives aux finances et à l'administration (un jour pour les situations d'urgence, deux pour les autres cas)	s.o.	s.o.	s.o.
Ressources ordinaires allouées aux programmes dépensées à la fin de l'année	93 %	94 %	96 %
Transferts directs d'espèces non encore versés aux partenaires nationaux sur neuf mois	3,0 %	0,9 %	2,7 %
<b>Gestion des risques</b>			
Application générale des normes de l'Institut des auditeurs internes mesurée sur la base d'examens périodiques indépendants de la fonction d'audit interne	–	Conformité générale	Conformité générale
Plaintes examinées et closes sur six mois	s.o.	90 %	74 %
Nombre de bureaux/divisions avec recommandations d'audit non suivies d'effet sur 18 mois	s.o.	10	6
<b>Approvisionnement</b>			
Nombre de pays du programme dans lesquels l'UNICEF aide les gouvernements à établir un plan pour remédier aux pénuries de produits essentiels	13 %	16 %	22 %
Nombre de pays de programme à évaluation de la capacité logistique actualisée	s.o.	16 %	24 %
Pourcentage de commandes livrées au port d'entrée aux dates d'arrivée convenues	64 %	81 %	54 %
Pourcentage de commandes urgentes livrées dans les 48 heures suivant l'émission de l'ordre de vente	85 %	90 %	90 %
Analyse de marché et innovation de produits utilisés pour améliorer l'efficacité des programmes et/ou réduire les coûts	s.o.	s.o.	Calcul non encore disponible
<b>Ressources humaines</b>			
Pourcentage de recrutements effectués dans les 90 jours de la création de postes d'administrateurs recrutés au plan international	17 %	43 %	46 %
Demandes de renforts satisfaites dans un délai de 56 jours	s.o.	77 %	67 %
Postes de coordonnateur de groupe sectoriel au niveau des pays pourvus dans les 30 jours de l'activation du groupe*	s.o.	s.o.	4/4
Membres du personnel se déclarant satisfait de l'UNICEF comme lieu de travail d'après l'enquête mondiale par sondage auprès du personnel	Pas d'enquête	76 %	Pas d'enquête
Rapports d'appréciation du comportement professionnel par les trois parties à la fin de février de l'année suivante	s.o.	67 %	71 %
Coûts totaux de personnel (budget d'appui et ressources ordinaires) affectés à l'apprentissage et au perfectionnement du personnel	1,4 %	1,7 %	1,5 %
Personnel féminin aux niveaux P/L-5 et au-dessus au niveau mondial	36 %	42 %	42 %

Indicateur (en pourcentages sauf indication contraire)	2005	2009	2012
<b>Technologie de l'information et des communications</b>			
Situations de crise où les services demandés sont fournis selon les normes établies par les principaux engagements pour les enfants dans l'action humanitaire	s.o.	90 %	100 %
Objectifs de l'accord de prestation de services atteints ou dépassés	s.o.	90 %	>99 %
Applications de TIC déployées comme prévu avec succès	s.o.	100 %	93 %

\* Calculé sur la base des groupes sectoriels qui ont été activés ou réactivés en 2012 pour répondre d'urgence à la situation au Mali. Ne rend pas compte d'autres mécanismes de coordination nationaux et interinstitutions que l'UNICEF a appuyés.

## IV. Revenu, dépenses et mobilisation de ressources

### Revenu

84. Le revenu total de l'UNICEF s'est élevé à 3 958 millions de dollars en 2012 (tableaux 4 et 5). Le revenu en ressources régulières s'est établi à 1 265 millions de dollars, et le revenu d'autres ressources, à 2 698 millions de dollars. Le changement de politique comptable, les Normes comptables du système des Nations Unies ayant cédé la place aux Normes comptables internationales pour le secteur public, ne permet pas les comparaisons entre les chiffres de 2012 et les exercices précédents ou le plan financier de 2012.

Tableau 4

### Revenu de l'UNICEF par type de ressource et par source en 2011 et 2012

(En millions de dollars des États-Unis)

Source de revenu	2012 Effectif	2011 Effectif	2012 Estimation
<b>Ressources ordinaires</b>			
Gouvernements*	601	646	
Secteur privé	583	377	405
Autres	76	55	35
<b>Total – ressources ordinaires</b>	<b>1260</b>	<b>1078</b>	<b>1049</b>
	32 %	29 %	
<b>Autres ressources – ordinaires</b>			
Gouvernements*	1 094	1 004	945
Secteur privé	595	522	570
Arrangements interorganisations	172	144	124
<b>Sous-total</b>	<b>1 861</b>	<b>1 670</b>	<b>1 639</b>
<b>Autres ressources – crises</b>			
Gouvernements*	577	610	504

<i>Source de revenu</i>	<i>2012 Effectif</i>	<i>2011 Effectif</i>	<i>2012 Estimation</i>
Secteur privé	83	190	100
Arrangements interorganisations	177	163	148
<b>Total partiel</b>	<b>837</b>	<b>963</b>	<b>752</b>
<b>Total – Autres ressources</b>	<b>2 698</b>	<b>2 633</b>	<b>2 391</b>
	68 %	71 %	
<b>Total – Net</b>	<b>3 958</b>	<b>3 711</b>	<b>3 440</b>

\* Le revenu émanant des ressources ordinaires brutes des gouvernements comprend les impôts sur le revenu payés par l'UNICEF pour le compte de citoyens d'un gouvernement qui contribue aux ressources ordinaires de l'UNICEF, déclarés sur le tableau des dépenses.

Tableau 5  
**Revenu de l'UNICEF par source, 2011 et 2012**

(En millions de dollars des États-Unis)

<i>Source du revenu</i>	<i>2012 Effectif</i>	<i>2011 Effectif</i>	<i>2012 Prévu</i>
Gouvernements	2 272	2 260	2 058
Secteur privé/non gouvernemental	1 261	1 089	1 075
Arrangements interorganisations	349	307	272
Autres	76	55	35
<b>Total</b>	<b>3 958</b>	<b>3 711</b>	<b>3 440</b>

85. Les recettes de 1 541,7 millions de dollars et les décaissements de 1 441,2 millions de dollars ont été administrés et déclarés au titre de divers fonds fiduciaires, y compris les services de passation de marchés, en 2012.

### Dépenses

86. Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2012, les états financiers de l'UNICEF sont établis selon la comptabilité d'exercice intégrale des normes comptables internationales pour le secteur public (et non plus selon les normes comptables du système des Nations Unies). Par conséquent, la ventilation des dépenses d'assistance aux programmes par région (tableau 7) et par domaine d'action (tableau 8) rend compte du coût des services et des consommables reçus par l'UNICEF ainsi que des fournitures au titre des programmes fournis aux partenaires des programmes en 2012. Toutefois, aux fins de l'établissement du budget et de l'indication des dépenses effectives par rapport au budget, il n'y a pas de changement et la base reste la comptabilité de « caisse modifiée ». La ventilation des dépenses de l'UNICEF par catégories budgétaires (tableau 6) est présentée selon une base caisse modifiée et rend compte des décaissements d'espèces et des documents d'obligations internes (comme les bons de commande) créés en 2012.

Tableau 6  
**Dépenses de l'UNICEF en 2012\***

(En millions de dollars des États-Unis)

<i>Catégories budgétaires</i>	<i>Total</i>
Développement . . . . .	3 416
Programme . . . . .	3 292
Efficacité du développement . . . . .	124
Gestion . . . . .	322
Fins spéciales (dont mobilisation de fonds privés et partenariats) . . . . .	127
Coordination du développement des Nations Unies . . . . .	2
<b>Total . . . . .</b>	<b>3 866**</b>

\* En comparaison, le total des dépenses en 2011 se chiffrait à 3 653 millions de dollars. On ne dispose toutefois pas de chiffres comparables pour 2011 au sein des catégories ci-dessus, de nouvelles catégories harmonisées de classification des coûts ayant été adoptées pour 2012.

\*\* Arrondi.

Tableau 7  
**Assistance directe aux programmes par région, 2012**

(En millions de dollars des États-Unis)

<i>Région</i>	<i>ORE</i>	<i>ORR</i>	<i>RR</i>	<i>Total</i>
CEE/CIS*	3,5	56,7	21,3	81,5
Asie	136,8	367,1	175,3	679,1
Afrique subsaharienne**	521,0	742,6	401,0	1 664,5
Interrégionale	4,9	141,2	14,7	160,8
Moyen-Orient et Afrique du Nord	63,2	51,3	28,0	142,4
Amériques et Caraïbes	79,4	103,0	22,6	204,9
<b>Total</b>	<b>808,7</b>	<b>1 461,8</b>	<b>662,7</b>	<b>2 933,2</b>

\* Europe centrale et orientale et Communauté d'États indépendants.

\*\* L'aide pour couvrir les dépenses pour Djibouti et le Soudan est incluse sous la rubrique Afrique subsaharienne.

*Note* : Les totaux peuvent différer légèrement en raison de l'arrondissement.



Tableau 8  
**Aide directe aux programmes par domaine d'action, 2012**

(En millions de dollars des États-Unis)

<i>Domaine thématique</i>	<i>ORE</i>	<i>ORR</i>	<i>RR</i>	<i>Total</i>
Survie et développement du jeune enfant	548,5	720,3	297,0	1 565,8
Éducation de base et égalité des sexes	89,3	389,7	125,5	604,5
Le VIH/sida et les enfants	4,7	64,1	33,7	102,5
Protection de l'enfant : prévention de la violence, de l'exploitation et des abus et actions pour y remédier	70,1	167,9	93,2	331,1
Plaidoyers de politique générale et partenariats pour la défense des droits de l'enfant	31,5	120,9	111,2	263,6
Autres interventions qui ne correspondent à aucun des objectifs de l'organisation	64,5	-1,1	2,2	65,7
<b>Total</b>	<b>808,7</b>	<b>1 461,8</b>	<b>662,7</b>	<b>2 933,2</b>

ORE = Autres ressources affectées aux crises; ORR = Autres ressources ordinaires;

RR = Ressources ordinaires.

*Note* : Les totaux peuvent différer légèrement en raison de l'arrondissement.

### Mobilisation des ressources

87. Le changement de politique comptable par le passage des normes comptables du système des Nations Unies aux normes comptables internationales pour le secteur public ne permet pas de comparer les chiffres de 2012 et des exercices antérieurs, étant donné qu'il y a des implications pour la constatation des produits.

88. Au total, 92 gouvernements ont apporté des contributions financières à l'UNICEF en 2012. Le revenu total procuré par les donateurs du secteur public (gouvernements, organisations intergouvernementales et arrangements interorganisations) s'est élevé à 2 621 millions de dollars.

89. Les contributions du secteur privé – composées principalement de ressources fournies pour les Comités nationaux de l'UNICEF, les particuliers, les organisations non gouvernementales et les fondations – se sont élevées à 1 261 millions de dollars en 2012.

90. Les ressources ordinaires permettent à l'UNICEF de maintenir une présence mondiale, d'atteindre les personnes qui en ont le plus besoin, de répondre rapidement aux crises et de mettre en œuvre les programmes de manière prévisible et ininterrompue. En 2012, les ressources ordinaires se sont élevées à 1 260 millions de dollars, soit 32 % du total du revenu de l'UNICEF.

91. Les fonds thématiques aident directement à l'obtention des principaux résultats du plan stratégique à moyen terme en facilitant la planification à long terme, la durabilité et les économies de coût des transactions tant pour l'UNICEF que pour les donateurs. En 2012, le financement global de cinq domaines thématiques du plan stratégique à moyen termes est élevé à 198 millions de dollars, et l'aide humanitaire thématique, à 89 millions de dollars (tableau 9).

Tableau 9  
**Financement thématique du plan stratégique à moyen terme  
 et aide humanitaire, 2012**

(En millions de dollars des États-Unis)

<i>Domaine thématique</i>	<i>2012</i>
Survie et développement . . . . .	3 416
Éducation de base et égalité des sexes . . . . .	3 292
Le VIH/sida et les enfants . . . . .	124
Protection de l'enfant : prévention de la violence, de l'exploitation et des abus, et actions pour y remédier . . . . .	322
Plaidoyers de politique générale et partenariats pour la défense des droits de l'enfant . . . . .	127
Aide humanitaire . . . . .	2
<b>Total . . . . .</b>	<b>3 866</b>

92. En 2012, le revenu de l'UNICEF au titre de l'aide humanitaire s'est élevé à 837 millions de dollars. Il y a eu 20 procédures d'appel global, 4 appels éclairs, 15 pays non inclus dans les procédures d'appel global dans le *Rapport sur l'action humanitaire 2013*, et 3 autres crises nécessitant une aide humanitaire. Dans l'ensemble, l'UNICEF a demandé un total de 1,49 milliard de dollars en 2012 pour ses interventions humanitaires.

## V. Projet de décision

### *Le Conseil d'administration*

*Prend acte* du rapport annuel au Directeur exécutif de l'UNICEF : progrès et réalisations au regard du plan stratégique à moyen terme (E/ICEF/2013/11).